

## LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS DANS LA MÉTRO- POLE EST UNE FÊTE, C'EST AUSSI UN COMBAT

**J**eudi 21 décembre, à 19h, les quelques 500 000 habitants de Montpellier3M recevront leurs étrennes avant l'heure : la possibilité d'engager pratiquement la transition écologique grâce à un engagement de campagne de M. Delafosse, encore tenu. Si la Métropole organise à juste titre les festivités autour de l'évènement qui consacrera Montpellier comme la première métropole d'Europe à prendre une telle mesure sur une échelle aussi vaste, il n'est pas inutile de rappeler ce qui a guidé une telle mobilisation face aux détracteurs d'une telle mesure. La gratuité des transports est avant tout un combat porté par une détermination de chaque instant.

**D'**abord, la gratuité ne saurait être un service au rabais au détriment de la qualité et de la fréquence des transports en commun de la TAM. Au contraire, en s'engageant dans la gratuité, la majorité de gauche de la métropole, contre l'opposition de LFI qui n'a cessé de la dénigrer, a investi dans l'acquisition de 77 rames de tramway supplémentaires et de 70 bus électriques, parallèlement au développement des infrastructures vélo. Elle l'a fait autant pour des raisons d'anticipation de la demande et du nombre d'usagers que pour pallier au lamentable manque d'investissement de la mandature précédente, à commencer par l'ajournement de la ligne 5 de tramway depuis 2013. En impulsant de tels choix, la Métropole de Montpellier a fait des choix budgétaires qui coûtent, c'est incontestable. Mais elle l'a fait en conscience et en responsabilité, considérant que la transition écologique ne peut être réellement amorcée que si elle est partagée et accompagnée auprès des publics les plus en difficultés. Il n'est pas possible de mettre en opposition constante la « fin du monde » et la « fin du mois » conduisant à l'inaction et ne pas saluer une telle initiative qui permet de réhabiliter ce que peut être une politique de gauche au service du plus grand nombre.

**C**ette mesure a été réalisée graduellement, avec des publics cible comme les plus de 65 ans et les moins de 18 ans pour des raisons sociale et économique parfaitement justifiées avant d'être étendue aux résidents de la métropole. Elle a été explicitée avec pédagogie et sur le temps long, ce qui permet aujourd'hui d'afficher près de 240 000 pass gratuits avec une accélération constatée depuis près de trois semaines, à mesure que l'échéance se rapproche. Elle se manifeste par un

renforcement de l'offre et de la qualité des dessertes : construction puis achèvement de la ligne 5 de tram à l'horizon 2025 à l'instar de l'extension de la ligne 1, création de 5 lignes de bustram dont une desservant Castelnau.

**C**ar l'enjeu n'est pas seulement l'affichage d'une réussite de politique publique rendant ses lettres de noblesse à une politique progressiste dont on put désespérer, elle est avant tout un test grandeur nature permettant de faire la démonstration que les mentalités sont prêtes aux changements pourvu qu'elles soient accompagnées. Quiconque se promène régulièrement dans la Métropole le sait : Oui, il existe des axes congestionnés encore et toujours, accablés par les travaux en cours pénibles mais ô combien nécessaires, mais la place du vélo se déploie comme jamais

comme l'ensemble des transports doux. L'enjeu est triple : écologique, sanitaire, éducatif. Les pisse-froid qui n'ont eu de cesse de déplorer la gratuité n'ont eu aucune alternative à proposer pour une métropole et sa ville-centre qui n'ont eu de cesse de pousser comme un champignon depuis la fin des années 1980' avec des taux de croissance urbaine compris entre la première et la troisième place à l'échelle nationale. Cela implique évidemment des défis inégalés en matière de transports, de logements, d'aménagement avec des finances qui ne sont pas celles du département des hauts de Seine ou de la métropole niçoise. Et pourtant.

**S'**il fallait souligner une réussite parmi d'autres autour de la gratuité, ce serait celle d'avoir osé, d'avoir annoncé et d'avoir tenu contre vents et marrées. Contre les populismes des deux bords toujours prêts à dénoncer pour mieux savourer le statu quo dont ils font leur miel, contre les lobbys divers et variés qui se damneraient plutôt que

d'accepter la reconnaissance du réchauffement climatique et les mutations profondes qu'il nous impose pour tenter de préserver l'avenir des plus jeunes et des générations à venir, le président de la métropole et son équipe ont su bouleverser les habitudes, les comforts et le ronronnement pour aller de l'avant. Se faisant, ils ont renoué avec l'identité de Montpellier et de son territoire, au moins telle qu'elle a été pensée et construite depuis 1977, dans le temps long. Parce qu'il n'y aurait rien de pire que de faire du surplace. Ce serait la négation de l'action publique et de son utilité comme facteur de transformation, comme l'abandon de l'identité de la gauche.



# ANNONCES DE GABRIEL ATTAL : OUI MAIS

Les annonces formulées par le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse peuvent être appréciées comme une rupture incontestable depuis plusieurs décennies. Le diagnostic établi n'est pas discutable et loin des caricatures, est globalement partagé par la communauté éducative.

Non pas que ses prédécesseurs manquaient d'indicateurs comme les études Pisa pour l'établir mais probablement de courage politique pour le reconnaître aux yeux de tous, personnels, usagers, parents d'élèves. Voilà donc une vingtaine d'années que le décrochage s'est produit. Il aura fallu attendre deux décennies pour que le déni de réalité ne cesse. C'est toujours un bon point de s'emparer du réel. Les solutions envisagées mettent un terme à un paradigme formellement pavé de bons sentiments qui a produit un accroissement des inégalités, une fracture éducative, culturelle et numérique, éloignée des promesses républicaines et d'un ascenseur social toujours en maintenance. Fini le temps de la toute puissance parentale au nom de la co-éducation sans expertise éducative, fini le temps de l'automatisme du rattrapage académique des notes au brevet (DNB) ou au bac pour masquer la misère, écraser le corps enseignant et fabriquer une armée d'aigris. Don't act, ce n'est déjà pas si mal.

Désormais, place à la poursuite de la revalorisation des revenus enseignants avec le doublement des revenus pour les professeurs volontaires sur les dispositifs de vacances apprenantes. On pourra objecter que c'est une augmentation des tâches et du temps de travail, ce qui est incontestable. Mais c'est aussi les leviers dont nous disposons actuellement pour éviter l'agrandissement de la fracture dans les quartiers populaires. La volonté d'ouverture des collèges dans les zones d'éducation prioritaires de 8h à 18h va dans le même sens comme le service d'un petit déjeuner pour tous les enfants - ils sont nombreux - partis à jeun pour des raisons d'abord économiques. Cela s'intègre dans la politique de mise en place sous le premier quinquennat Macron de dédoublement des CP et CE1 dans les réseaux d'éducation prioritaire, qui s'avère être une réussite aux tests internationaux, la seule, au milieu d'un océan de mauvaises nouvelles pour le système scolaire hexagonal.

La volonté d'établir des groupes de niveaux pour pallier aux élèves les plus en difficultés en mathématiques comme en français ouvre une nouvelle page dans laquelle le monde enseignant peut s'engouffrer à la double condition d'écarter l'hypothèse de classes de niveaux et de préciser les modalités pédagogiques d'un tel bouleversement. C'est davantage de cette manière que les organisations syndicales auraient pu réagir car ces intentions satisfaisantes nécessitent des investissements, des moyens, une planification audacieuse du redressement de la condition professorale quitte à retravailler la question des statuts de 1945, totalement obsolète aujourd'hui, décourageant les talents.



Enfin, les totems de l'interdiction du redoublement, du passage en classe de seconde sans obtention du brevet sont des annonces symboliques. On peut y souscrire à la condition de se pencher véritablement et audacieusement sur l'offre disponible dans les Lycées Professionnels. Or, sur ce point, l'offre est pauvre, insuffisante en nombre et les orientations poursuivies le transforment d'abord en fabrication d'une main d'œuvre intégrable rapidement sur le marché en abaissant l'enjeu éducatif et démocratique pourtant indispensable. A cela, nous ne saurions souscrire car au-delà du système éducatif, il en va de l'avenir de la société qui ne peut accepter davantage de jeunes gens ignorant tout ou presque de ce qu'est la citoyenneté, des droits et des devoirs qui permettent à la démocratie de se maintenir bon an mal an et d'un niveau de culture général effroyable.

De bonnes choses donc, à condition de les préciser et d'engager des concertations multipartites et de mettre à contribution l'enseignement privé sous contrat, toujours évoqué mais jamais réalisé. Comment accepter, face à une telle crise éducative et démocratique que l'enseignement privé continue d'être financé par des fonds publics sans rien exiger de lui en retour, à commencer par sa contribution à la réduction de la fracture éducative. Pape N'Diaye, naïvement, s'y était essayé, prenant appui sur les chiffres de l'Indice de Positionnement Social (IPS) faisant apparaître une différence de près de 45 points entre le niveau économique, social et culturel des enfants scolarisés dans les collèges privés et les malheureux étudiant en réseaux d'éducation prioritaire. Une réforme éducative d'ampleur comprenant les changements annoncés ne peut faire l'impasse sur un tel problème, devenu aujourd'hui un affront démocratique à moins de capituler devant tel ou tel lobby et d'abandonner le service public d'éducation.

Et puis, mille regrets, nous l'avons déjà évoqué dans ces colonnes mais les faits de violences, les traumatismes des inégalités sociales enracinées dans ce pays, ne sauraient disparaître par la magie de la blouse ou de l'uniforme à l'école, quand bien même elle ne répondrait pas à une demande d'autorité rétrograde venu du camp réactionnaire multiforme de la société. Celles et ceux qui travaillent avec les enfants, les adolescents au quotidien, le savent. Tout en déplorant la marchandisation à outrance dans la société, le diktat des marques, l'exigence de fraternité et d'égalité confiée à l'école ne saurait se traduire par la naphtaline, le retour à la IIIe république pour une école qui a indubitablement changé avec son temps et qui scolarise près de 750 000 enfants chaque année. Ce qui est vrai, en revanche, est que celles et ceux qui ont attisé les attaques réactionnaires contre la laïcité à l'instar de LFI, en soutenant l'offensive frériste par l'entremise de l'abbaya, dans un contexte d'offensive généralisée et concertée contre les enseignants et les savoirs scientifiques fabriquent en retour, une autre contre-offensive réactionnaire autour des notions d'ordre, de port de l'uniforme. G. Attal se grandirait à ne pas encourager cette demande devenue incontestablement



**Parti Socialiste**  
Fédération de l'Hérault

**GAUCHE** Castelnauvienne  
& Métropolitaine

# SALE TEMPS POUR LES DÉMOCRATIES

Il est des périodes plus difficiles que d'autres. Celle que nous traversons appartient à coup sûr à cette catégorie. La question de la pérennité des démocraties représentatives et par-là même des valeurs qui les fondent, à commencer par les Droits de l'Homme, est objectivement posée. Sans trembler, sans anticiper des scénarii catastrophe, sans jouer les oiseaux de mauvais augure, c'est une double conjoncture qui complique la donne, au centre et non à la périphérie.

Une petite année, c'est le temps qui nous sépare de l'élection américaine et son cortège d'angoisses, si l'on se fie aux sondages du moment, au pouls de l'opinion publique américaine et aux annonces en guise de programme de celui déjà condamné dans la tentative de prise du Capitole à Washington. Malgré l'Etat de droit, malgré la solidité d'une constitution éprouvée et peu amendée depuis 250 ans, malgré les mensonges démontrés et les tribunaux, rien n'y fait. L'abêtissement d'une partie de l'opinion, l'offensive réactionnaire tous azimuts à commencer par la négation du réchauffement

climatique, la détestation de la presse comme rouage démocratique fondamental, font craindre le pire et singent une gérontocratie crépusculaire qui ne dit pas son nom. Même Liz Cheney, ancienne figure du Parti Républicain du temps où celui-ci reconnaissait la légitimité sortie des urnes s'en inquiète avec gravité en déclarant que le pays « fonce vers la dictature ». Même

s'il s'agit de rester prudent et de ne pas sous-estimer les ressorts démocratiques qui animent la première puissance mondiale, les inquiétudes sont plus que légitimes d'autant que le modèle populiste fait de « vérités alternatives », essaime un peu partout, d'Argentine aux Philippines... jusqu'en Europe où il est scruté par tous nos adversaires, de Le Pen à Orban, des nationalistes polonais du Pis aux xénophobes néerlandais -pour ne citer que les principaux-

Car l'autre source d'inquiétude demeure notre vieille Europe, attaquée sur les deux fronts, intérieur et extérieur. Extérieur avec la menée impérialiste russe, remettant en cause les frontières, pour la plus grande satisfaction de l'Internationale du crime, d'Ankara à Beijing, de Minsk à Caracas. Mais cette menace, jusqu'ici contenue grâce à la solidarité européenne et au rôle déterminant mené conjointement par la Commission et le Parlement, s'intensifie désormais à l'intérieur. Elle est conduite par Orban en Hongrie, qui la défie désormais quotidiennement sans qu'elle ne réagisse à la hauteur et à la mesure du défi, en dehors de la suspension de fonds

communautaires de 12 milliards et de la privation symbolique du programme Erasmus dont il se moque. Ce qui devrait être à l'ordre du jour est la suspension de la participation hongroise aux instances de décision de l'UE à moins de risquer sa paralysie lors des prochains conseils, le retrait de l'aide aux troupes ukrainiennes sachant que ce dernier a déjà interdit le transit d'armes destinées à l'Ukraine, par le territoire hongrois. Si l'UE se laisse endormir et ne retrouve pas la force de l'impulsion politique qui lui fit si souvent défaut par le passé, les loups sont aux portes, malgré le pas supplémentaire franchi de l'intégration de l'Ukraine par l'UE.

Orban patiente avec raison et méthode en attendant le prochain scrutin des 6 et 9 juin prochain pour poursuivre son œuvre de destruction programmée de ce qui a été et demeure jusqu'à aujourd'hui, la garantie de la paix depuis 70 ans. Voilà l'enjeu. Il prépare la constitution d'une confrérie nationaliste, aux côtés de Le Pen et Bardella jusqu'aux nationalistes du Pis polonais malgré les divergences sur la Russie car l'essentiel est ailleurs. Le

dénominateur de ces forces illibérales, xénophobes, révisionnistes en matière de sciences est d'abord la détestation de l'UE, ses valeurs et ses acquis communautaires pour célébrer les éternelles nations, dont la conflictualité récurrente a tant versé de larmes et de sang.

La bataille n'est pas jouée, elle ne l'est d'ailleurs jamais mais si

par malheur, la conjonction s'établissait entre la poussée nationaliste prévisible en juin prochain dans l'UE et une hypothétique victoire trumpiste aux élections de novembre 2024, Poutine serait en situation de force, lui qui vient d'annoncer sa candidature attendue en mars prochain et donc sa réélection. Un ajournement du calendrier de la transition écologique serait de mise alors que la Cop 28 accouche d'une déclaration finale permettant d'entrevoir... enfin, la fin des énergies fossiles. Pire, nos démocraties, ce qui les fonde, la véracité du scrutin populaire, les droits inaliénables de l'Humanité, le maintien d'Etats de droit, l'indépendance judiciaire seraient objectivement en péril. Raison pour laquelle, le repli sous sa tente, l'individualisme et le sauve qui peut ne sont pas une option. Raison pour laquelle, il appartiendrait aussi et dans les meilleurs délais, à la direction actuelle du Parti Socialiste d'hâter le rapprochement possible et souhaitable avec R. Glucksman, EELV, les Radicaux de gauche notamment. Il en va de l'avenir communautaire et sans doute bien au-delà. Après, il sera peut-être trop tard.



**Parti Socialiste**  
Fédération de l'Hérault

**GAUCHE** Castelnauvienne  
& Métropolitaine